



Construire l'organisation que la situation exige : réfléchir ensemble, comprendre, agir

Le président de la République et le gouvernement s'appuient sur des résultats apparemment bons pour eux aux élections européennes pour donner un net coup d'accélérateur à leur entreprise de transformation « libérale » de la société.

Apparemment bons, car leurs candidats ont obtenu un peu plus de 10% des inscrits à tout casser, le MODEM encore moins. Même si on ajoute le FN, ça n'est pas Versailles.

Le problème se situe dans la dispersion effrayante des propositions politiques d'alternative, les luttes subalternes d'hégémonie sur un terrain qui s'enfonce dans la vase du réchauffement climatique des idéologies racistes, individualistes, de surveillance universelle, de délation, de division, de culpabilité individuelle...et d'enrichissement forcené de privilégiés absolument sans scrupule ni morale.

Tout ce qui s'annonce dans les semaines qui viennent est gravissime :

- la loi sur la mobilité et les parcours professionnels dans la Fonction Publique
- le recul de l'âge du départ en retraite, couplé avec un éventuel rallongement de la durée de cotisation
- les lois sur l'organisation hospitalière
- la relance de la privatisation de la Poste
- les réflexions solennelles et alarmistes sur le déséquilibre du budget qui préparent « une baisse absolument indispensable du coût des services publics et de l'Etat si on ne veut pas courir à la faillite »
- la multiplication des procédés de surveillance sociale et de fichage des citoyens

Tout impose aux organisations syndicales de répondre massivement, rapidement et ensemble à ces attaques extrêmement lourdes.

Les 8 principales organisations ont su se mettre d'accord sur une plateforme commune pour aborder ces problèmes, expliquer les enjeux aux salariés et proposer des actions.

Les conséquences de la loi sur la représentativité syndicale vont entraîner une évolution de l'organisation générale des syndicats. Au sein même de la fonction publique et de la FSU, le chambardement de l'organisation des services publics, le glissement des missions d'un ministère à

l'autre, voire vers le privé, la probabilité que les fonctionnaires territoriaux puissent se voir confier des missions dans plusieurs services dépendant de ministères différents, l'accroissement probable de la précarité avec les dizaines de milliers de suppressions de postes, la mise en œuvre de la volonté affirmée du président de la République de supprimer le statut de la plupart des fonctionnaires pour leur proposer des contrats où une part variable du salaire dépendra du « mérite » du salarié et surtout de la catégorie plus ou moins favorisée par le chef de service dans un système où le nombre de personnels « méritants » est prédéterminé, etc., tout cela impose de considérer de façon très renouvelée le travail syndical et l'organisation des syndicats.

Un grand nombre de décisions se prenant à partir des définitions européennes des services publics, services d'intérêt économique général, services sociaux d'intérêt général, parfaitement étrangères à la conception française des services publics : qualité, indépendance, statut, concours, etc., il va falloir travailler beaucoup entre nous pour construire des stratégies de défense et des propositions, pour élaborer des alliances, en France et avec les organisations des autres pays et les organisations syndicales européennes.

Que des erreurs soient enfin commises ici ou là, que ce soit parfois plus que des erreurs, mais des fautes comme rue Charlot à Paris, que les analyses des organisations divergent, un peu ou beaucoup, que des habitudes de conflit intersyndical soient prises depuis des dizaines d'années, soit !

Mais quand la situation est grave, on se rassemble et on fait front ensemble, surtout si on a élaboré ensemble le texte qui le permet.

Toutes choses n'étant évidemment pas égales, le travail rassembleur du conseil de la Résistance contre le nazisme, s'est fait avec des organisations beaucoup plus dissemblables les unes des autres que les syndicats ne le sont aujourd'hui. Le tout est de trouver un objectif commun et de s'y atteler ensemble. Ça ne devrait pas être difficile à trouver.

Dans ce contexte éminemment évolutif, des conceptions différentes de notre organisation peuvent se dégager.

D'une part, une conception élitiste, campée sur une « pureté » revendicative « sans compromission », qui affirme des principes radicaux immaculés. On peut se poser la question de savoir s'ils répondent à l'exigence de rassemblement très large dont le mouvement social a besoin.

De l'autre, la nécessité de plus en plus évidente d'un rassemblement des victimes salariées de la politique « libérale », sur des bases de transformation sociale. C'est-à-dire qu'on n'accepte pas la logique de marchandisation des services publics, la marchandisation de l'air, de l'eau, des gènes, des corps, de l'immatériel. On n'accepte pas la domination du profit, la loi absolue des banques. On n'accepte pas la destruction de l'idée de solidarité. On n'accepte pas l'abandon des plus faibles par la société à leur responsabilité individuelle.

C'est tous ces enjeux que notre courant de pensée doit articuler. Il doit travailler à expliquer ce que signifie aujourd'hui le rassemblement.

Nous allons en parler ensemble, avec quelques autres problèmes précis que nous évoquerons dans une prochaine lettre, dans quelques jours, à l'occasion des réunions fédérales U&A qui vont être organisées à Pau et à Bayonne.

U&A FSU 64, le 28 juin 2009